

1- Examen et adoption du procès-verbal du 10 juin 2024

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE LA MARTINIQUE

VILLE DU VAUCLIN

PROCÈS VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 10 juin 2024 à 18h00

Membres Présents : 22

M. George CLÉON Président de séance

Mme Nathalie CANCORIET Secrétaire de séance

M. Jimmy FARREAU, Mme Tulie TONNET, M. François BABO, Mme Odile RÉSIDENT, M. Tony DAVIDAS, M. Chantal MINOT, Mme Fionna RÉSIDANT, Mme Elodie LUTHBERT, Mme Marlène MAINGÉ, M. Ludovic OCCOLIER, Mme Moïse PIERRE-LOUIS, M. Lyvail ZACHARIE, M. Teddy POPULO, M. Jekhiel MELCHIOR, M. Ernest JEAN-LAMBERT, Mme Samantha ZAMOR, M. Fernand ODONNAT, Mme Mireille VOLTINE, Jeannie JEAN-MARIE, Mme Lucie LEBRAVE.

Membres absents ayant donné procuration : 3

M. Stéphan MARGUERITE donne pouvoir à Jimmy FARREAU

Mme Elodie BAPTÉ donne pouvoir à Tulie TONNET

M. Alex AUGUSTE-CHARLERY donne pouvoir à Mme Mireille VOLTINE

Membres absents : 3

Mme Sandra BRUNO

M. Albany JEAN-GILLES

Mme Ghislaine SÉNÉLY

Il est procédé à l'appel nominal par Mme Mélissa ABOUÉ-ZAMBO, Directrice Générale des Services.

Le Quorum étant atteint la séance commence. Le Président déclare la séance ouverte.

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire de séance pris au sein du Conseil. Mme Nathalie CANCORIET a été désignée à l'unanimité des suffrages moins une abstention, pour remplir ces fonctions, qu'elle a acceptées.

Les questions inscrites à l'ordre du jour sont ensuite examinées.

ORDRE DU JOUR

I) DIRECTION GÉNÉRALE

1 – Examen et adoption du Procès-Verbal du 10 avril 2024. P. 5 à 15

II) URBANISME

2 - Autorisation de signature : Convention Conservatoire Botanique National de Martinique. P. 16

3 - Autorisation de signature : Convention Hommes et Territoires. P 17 à 20

4 - Demande de cession gracieuse terrain Etat (B 250). P. 21

III) RESSOURCES HUMAINES

5 - Modalités de mise en œuvre du compte personnel de formation (cpf) pour la commune et le CCAS. P. 22 à 24

6 - Création de postes et modification du tableau des effectifs titulaires. P. 25

7 - Indemnité spécifique de rupture conventionnelle. P. 26

8 - Délibération relative à la mise en place de la prime de pouvoir d'achat exceptionnelle pour la commune. P. 27 à 29

IV) FINANCES

9 - Décision modificative n° 1. P. 30 à 31

10 - Prise en charge de dépense sur le budget communal

11 – Plan de financement - Création d'un espace de Coworking à la maison France services.
P. 32

12 – Plan de financement - Création d'un terrain multisports à Sigy. P. 33

13 - Vente d'un ensemble immobilier au lotissement les Floralties. P. 34

14 - Annulation de garantie d'emprunt de la société OZANAM S.A-HABITAT LOYER MODERE.
P. 35

V) DIRECTION DES RELATIONS DE PROXIMITE ET DE LA VIE LOCALE

15 - Concours apportés aux associations. P. 36 à 37

Un point sera ajouté à l'ordre du jour suite à un courrier du Président de la CTM, afin de désigner un représentant et un suppléant pour siéger au Conseil Scientifique et Technique du GIP Sargasses.

Les membres du Conseil Municipal acceptent à l'unanimité des membres présents et représentés l'ajout d'un point supplémentaire.

VI) DIRECTION GÉNÉRALE

1 – Examen et adoption du Procès-Verbal du 10 avril 2024.

Mme LEBRAVE demande d'ajouter « à demande écrite, réponse écrite » en page 7.

Elle demande que la modification suivante soit portée en page 8 : « Les membres du Conseil Municipal votent de la manière suivante : douze voix pour Fromager, deux voix pour Faux Mimosa et deux abstentions ».

Mme Leb rave demande de replacer « selon elle » par « elle dit » en page 9.

Mme VOLTINE demande si le Conseil Municipal est filmé.

M. Le Maire répond par la négative.

Mme VOLTINE déclare poser cette question à cause du point supplémentaire introduit dans le procès-verbal relatif à la possibilité de filmer le conseil municipal. Elle souhaite rappeler les règles sur le droit à l'image. Elle souligne que la loi est très stricte, même s'il s'agit de personnalités publiques, et cite le « principe de finalité » du RGPD. Elle s'inquiète quant à l'utilisation de son image, ainsi que des modalités pour obtenir une copie des enregistrements. Elle rappelle que la ville doit informer sur les enregistrements et qu'elle défendra ses droits si son image est utilisée de manière inappropriée.

Mme LEBRAVE demande ce que stipule le règlement intérieur.

Mme VOLTINE répond que ce règlement ne précise rien à ce sujet.

M. LEBRAVE repose sa question en disant qu'elle s'adresse au Président, soulignant que le droit à l'image est très encadré.

M. Le MAIRE rétorque que ce n'est pas mentionné dans le règlement, mais qu'il peut être completé.

M. FARREAUX souligne la confusion entre le « droit à l'image » et le « RGPD ». Il précise que le RGPD concerne la collecte de données personnelles (comme la date de naissance et le prénom etc.), tandis que le droit à l'image concerne les images prises. Pour les personnalités publiques, ce droit s'atténue. La ville a mentionné « en cas de besoin » pour les diffusions en direct, qui dépendront de la disponibilité des agents du service communication. Il dit qu'actuellement la ville ne diffuse pas de direct en raison de la réticence de certains élus. Enfin, il explique que si une personne est filmée lors d'un conseil public, elle ne peut pas revendiquer son droit à l'image, car il s'agit d'un événement public.

Mme LEBRAVE souligne que toute personne filmée a le droit de refuser d'être enregistrée.

Mme VOLTINE demande plus de transparence et de clarté concernant la rediffusion des conseils municipaux. Elle souhaite obtenir un document écrit précisant qui collecte les images, la durée d'archivage et l'utilisation qui en est faite par la ville, afin d'éviter tout problème.

M. FARREAUX ajoute que seul la ville collecte les images, car le conseil municipal a pris une décision en ce sens.

Mme LUTHBERT trouve le débat intéressant et précise que si Mme VOLTINE avait assisté au précédent conseil municipal elle aurait pu participer au vote.

Mme VOLTINE s'oppose à cette remarque, expliquant que Mme LUTHBERT ne connaît pas les raisons de son absence, qui pouvaient être liées à une maladie ou à des obligations familiales.

M. LE MAIRE précise à Mme VOLTINE que les élus connaissent la raison de son absence, car la ville a reçu un courrier de son groupe indiquant que ce dernier boycottait les derniers conseils municipaux et ne participerait pas au vote du budget.

Mme LEBRAVE propose de modifier le règlement intérieur pour éviter tout désagrément, et se rappelle avoir été surprise qu'il y ait un autre enregistrement comme précisé par un conseiller lors d'un précédent conseil municipal.

M. LE MAIRE rappelle que les débats au sein du conseil municipal sont publics et que tout citoyen a le droit d'accès à certains documents administratifs.

VOTE :

Les membres du Conseil Municipal adoptent le PV à l'unanimité, moins une voix contre.

1) DIRECTION DEVELOPPEMENT URBAIN DURABLE

2 - Autorisation de signature : Convention Conservatoire Botanique National de Martinique.

M. BABO expose.

M. LE PRESIDENT ouvre le débat.

Mme LEBRAVE demande s'il y a un budget prévu pour les actions de restauration.

M. Le MAIRE précise que cette convention sera mise en œuvre après l'adoption du budget, et qu'elle sera examinée avec le conservatoire, tout en soulignant que les dépenses ne devraient pas être énormes grâce à l'implication du Service Environnement.

M. FARREAUX souligne l'importance de cette initiative face à la dégradation de l'environnement.

Mme LEBRAVE ajoute que cette convention est bénéfique pour l'écosystème, surtout dans le contexte actuel de développement durable. Elle dit que cette convention fera du bien aux Vauclinois et à la Martinique.

M. Le MAIRE exprime sa fierté de savoir que deux espèces rares se trouvent uniquement à la Montagne du Vauclin.

VOTE :

Les membres du Conseil Municipal adoptent à l'unanimité des membres présents et représentés.

3 - Autorisation de signature : Convention Hommes et Territoires.

M. JEAN-LAMBERT expose.

M. LE PRESIDENT ouvre le débat.

Il n'y a aucune demande d'intervention, le président met aux voix.

VOTE :

Les membres du Conseil Municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés.

4 - Demande de cession gracieuse terrain Etat (B 250).

Mme LUTHBERT expose.

M. LE PRESIDENT ouvre le débat.

Il n'y a aucune demande d'intervention, le président met aux voix.

VOTE :

Les membres du Conseil Municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés.

II) RESSOURCES HUMAINES

5 - Modalités de mise en œuvre du compte personnel de formation (CPF) pour la Mairie et le CCAS.

M. FARREAUX expose.

M. LE PRESIDENT ouvre le débat.

Il n'y a aucune demande d'intervention, le président met aux voix.

VOTE :

Les membres du Conseil Municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés.

6 - Création de postes et modification du tableau des effectifs titulaires.

M. FARREAUX expose.

M. LE PRESIDENT ouvre le débat.

Il n'y a aucune demande d'intervention, le président met aux voix.

VOTE :

Les membres du Conseil Municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés.

7 - Indemnité spécifique de rupture conventionnelle.

M. FARREAU expose.

M. LE PRESIDENT ouvre le débat.

Il n'y a aucune demande d'intervention, le président met aux voix.

VOTE :

Les membres du Conseil Municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés.

8 - Mise en place de la prime de pouvoir d'achat et exceptionnelle pour la commune.

M. FARREAU expose.

M. LE PRESIDENT ouvre le débat.

Mme LEBRAVE souhaite connaître le cout de l'opération.

M. FARREAU mentionne un montant d'environ 59 000€, et demande à la Directrice Générale de Services de bien vouloir préciser.

Mme La DGS précise que le montant total est de 59 430€.

M. Le Maire souligne que cela fait partie des efforts de la ville pour ses agents, et rappelle que la décision doit être prise ce jour car la date limite est fixée 30 juin.

VOTE :

Les membres du Conseil Municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés.

III) FINANCES

9 - Décision modificative n°1

M. DAVIDAS expose.

M. LE PRESIDENT ouvre le débat.

Mme LEBRAVE dit qu'elle ne comprend pas pourquoi la décision modificative précède le plan de financement, et aimerait une explication.

M. LE MAIRE explique que ce n'est pas une délibération pour commencer les travaux, mais pour ajouter des subventions reçues par la ville.

Mme LEBRAVE demande si cette somme de 212 626.97€ correspond à celle notifié en janvier.

La DGS clarifie en disant que la décision modificative permet à la ville de prévoir des crédits pour une opération non prévue lors de l'adoption du budget en avril, qu'elle est nécessaire pour engager les dépenses liées à cette opération, tandis que le plan de financement en page 30, valide la demande de subvention. La décision modificative permet de payer sur fonds propres, et le plan de financement soutient la demande de subvention.

M. ODONNAT pose une question sur les travaux prévus à l'école Mixte A et à l'école Michèle GISQUET de Bellevue, qui accueilleront les élèves de l'école mixte B, prévus pour un montant de près 680 000 €. Il dit que dans le projet, est mentionné que l'école Mixte B est très dégradée, avec de nombreux problèmes la rendant inutilisable et qu'elle menace de s'effondrer. Il demande également qui gère les écoles du Vauclin depuis 25 ans, soutenant que si cette école est abîmée, c'est à cause de la majorité qui n'a pas effectué les réparations nécessaires. Les bâtiments publics doivent être entretenus par l'équipe en charge des affaires.

Il ajoute que le déplacement des enfants impactera l'organisation des familles. La ville déplace une partie des élèves de l'école Mixte B vers l'école mixte A, mais les élèves qui seront à l'Ecole de Bellevue dans un quartier reculé, rencontreront des difficultés pour se rendre dans la campagne Vauclinoise. Il propose de garder tous les enfants dans les écoles du bourg, car il existe des techniques d'implantation de modulaires. Enfin, il souligne que le provisoire devient définitif, ayant participé à un conseil municipal pour le déménagement temporaire de l'Ecole de Montagne à l'Ecole de Bellevue, une situation qui dure depuis 5 à 6 ans. Il conclut en affirmant que le groupe qu'il a l'avantage de présider votera contre la décision modificative n°1.

(Une partie de l'assemblée applaudit).

M. LE MAIRE rappelle au public qu'il peut être présent au conseil municipal, mais qu'il n'a pas le droit de se manifester. Il leur demande donc de garder le silence.

M. DAVIDAS explique que la ville n'a pas eu le choix, car, étant élu en charge de la sécurité, il doit prendre des décisions pour la sécurité des enfants qui, malheureusement ne plaisent pas à tous les parents. Il précise que tout le monde n'a pas les informations, mais il y a un COPIL (Comité de Pilotage), mis en place composé de parents d'élèves, de directrices d'école, de l'inspecteur de l'académie de Martinique, des élus de la ville, pour discuter et trouver des solutions pour faciliter le déménagement. Toutes les possibilités de déménagement ou de reconstructions ont été envisagées mais le temps est court. La ville a donc décidé de relocaliser cette école dans deux écoles existantes pour assurer la sécurité des élèves et du corps enseignant. Il ajoute que, cette situation n'étant pas prévue, la ville mettra en place le transport scolaire ainsi que la garderie gratuite pour ces élèves. En cas de difficulté ou d'urgence immédiate, la navette sociale sera mise en place pour accompagner les parents. M. Davidas précise aussi qu'un autre COPIL est prévu avant la rentrée scolaire de 2024/2025.

Mme LEBRAVE souligne que c'est un problème sérieux et que si les parents d'élèves sont présents ce jour, c'est peut-être parce qu'ils n'ont pas reçu les informations données par M. DAVIDAS. Elle dit avoir reçu des appels de parents d'élèves inquiets et, avec ces informations, elle pourra les rassurer.

M. DAVIDAS répond qu'il y a des parents d'élèves qui ont participé aux différents COPIL, et qu'il est donc surpris d'entendre qu'ils n'étaient pas tenus informés. Mme JEAN-MARIE s'interroge sur le transport des élèves et la logistique pour les parents sans voiture. Elle mentionne que les travaux coûtent plus de 600 000€, et demande comment la ville s'organisera pour le complexe scolaire envisagé et elle souhaite connaître l'état d'avancement du projet.

M. JEAN-LAMBERT souligne que ce problème est commun à de nombreuses communes en Martinique et dans l'Hexagone. Il assure que la ville fait de son mieux pour satisfaire parents et enseignants.

M. DAVIDAS répond à Mme JEAN-MARIE en disant qu'un point de rassemblement est prévu à l'Ecole Mixte A avec un bus pour l'Ecole Michèle GISQUET, et qu'une garderie sera mise en place le matin et le soir pour les parents.

M. FARREAUX répond à Mme JEAN-MARIE concernant le projet du groupe scolaire, en indiquant que la ville a constaté la dégradation accélérée des bâtiments publics, notamment de l'Ecole Mixte B. La ville travaille sur ce dossier et a sollicité la CTM pour un financement via le FEDER, mais le PO n'étant pas ouvert la ville a perdu 18 mois ; Elle s'est donc tournée vers l'AFD, qui a pris en charge le dossier. L'important pour la ville est d'assurer la sécurité des élèves quel qu'en soit le coût.

M. LE MAIRE précise que dans aucun rapport il n'est porté que l'école menace de s'effondrer. Il dit avoir rencontré les parents d'élèves et les partenaires de l'éducation nationale, ainsi que Monsieur l'inspecteur, et ce qui motive cette décision c'est le fait que les travaux de remise en état de l'école Algues Marines coûteront beaucoup trop cher. La ville a donc fait le choix

d'implanter des structures modulaires à l'Ecole Mixte A et d'utiliser les espaces disponibles à l'Ecole Michèle GISQUET. La ville a fait des recherches de financement, elle a rencontré les autorités préfectorales et elle a obtenu une subvention pour pouvoir financer ces travaux. Il explique aussi que cette école est la plus vieille de la ville, elle a plus de 60 ans et elle ne pourra pas être rénovée avec les normes de sécurité actuelles. Il ajoute que cette école a reçu depuis plusieurs années un avis défavorable de la commission de sécurité. Les travaux sont trop importants et cela prendrait trop de temps (deux escaliers à reconstruire ainsi que la toiture) donc ce choix a été fait pour que les élèves et le corps enseignant retrouvent leur école en septembre 2024. Pour la sécurité des enfants du Vauclin, dès le début de la mandature les élus ont décidé de construire un groupe scolaire, qui réunira les trois écoles du bourg. La décision a été prise en accord avec l'Inspecteur de l'académie et les directeurs des trois écoles concernées ainsi que les parents d'élèves dont certains présents ont été rencontrés. M. LE MAIRE dit aussi que cette situation arrive dans plusieurs communes de Martinique, pas qu'au Vauclin. Il dit qu'ils ont diligencé une étude par un cabinet spécialisé pour confirmer les décisions prises, les bons de commande ont été lancés et la ville est en attente de réponse. La ville met tout en œuvre afin que le déplacement se fasse dans de bonnes conditions.

M. ODONNAT dit qu'il n'a pas reçu la réponse à sa première question concernant la gestion de la ville durant 25 ans, et maintient sa remarque concernant le rapport mentionné en page 30. Il dit aussi que si l'Ecole Mixte B les Algues Marines est dans cet état, il y a des responsables et que c'est de la faute de la ville, pas de la sienne.

M. FARREAUX répond qu'il y a 25 ans, il n'était pas aux affaires, mais que c'est l'équipe municipale du Vauclin qui gère cette affaire. Malheureusement cette école et la cité Belle Etoile, ont été construites sur un sol instable. Il poursuit en précisant que suite au tremblement de terre de novembre 2007, qui a touché toute la Martinique, ce bâtiment a été très impacté. La ville a essayé de réparer, de faire des devis, mais quand elle s'est rendue compte du montant des travaux et des contraintes, cela n'était pas possible. Il dit que cette école sera démolie, car un financement à 100% a été accordé et, ce financement permettra de reconstruire avec des normes de sécurité actuelles. (M. ODONNAT Sort).

Depuis 2020, la ville a voté la construction d'un groupe scolaire et c'est dommage que le dossier de financement déposé à la CTM n'ait pas reçu son soutien.

Mme LEBRAVE dit qu'elle souhaite que la ville trouve une solution, et que les parents fassent confiance à la ville, pour la mise en sécurité de leurs enfants et du corps enseignant. Elle précise aussi qu'en page 30, pour l'opération n°202311 « Vaste programme de réfection de voirie communale » 2315- *installations, matériel et outillage technique*, elle remarque en valeur de début, 1 055 000.00 €, et quand elle compare avec le budget primitif, elle ne retrouve pas le même montant, et voudrait une explication.

Mme MAGDELONNETTE répond en disant qu'il n'y a pas d'erreur, que l'opération est considérée comme un chapitre.

M. LE MAIRE demande à Mme LEBRAVE si elle est satisfaite de la réponse.

Mme LEBRAVE dit que c'est un peu technique, car quand elle compare les deux tableaux, les montants ne correspondent pas mais qu'elle cherchera.

M. LE MAIRE lui dit que, quand elle aura les informations, les réponses lui seront apportées.

M. LE MAIRE répond à M. ODONNAT, en disant que vieillissement accéléré ne veut pas dire risque d'effondrement, qu'il siège au Conseil Municipal depuis 25 ans, et que tous les bâtiments publics du Vaucalin ont bénéficié de travaux. Un groupe scolaire sera construit et la ville va investir beaucoup d'argent donc la reconstruction de l'école Mixte B les Algues Marines n'est pas prévue puisqu'elle sera démolie, ainsi que L'Ecole Mixte A et l'Ecole Maternelle Les Corallines, dans le cadre de la création du groupe scolaire. Gestionnaire de la ville, M. LE MAIRE ajoute qu'il ne peut pas réparer une école qui va disparaître dans deux ou trois ans, donc la ville a pris cette décision pour les élèves de l'école Les Algues Marines, et pour que la communauté scolaire soit en sécurité.

Mme MAGDELONNETTE répond à Mme LEBRAVE, précisant que le total est de 2 500 621,67, inclut les crédits de report, et les 1 055 000 € représentent les nouveaux crédits au budget. Donc la valeur de début c'est bien 2 500 621,67 € qui est diminuée de 506 500,12 € ce qui fait 1 499 019,55 € en valeur finale.

VOTE :

Les membres du Conseil Municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés moins trois voix contre et une abstention.

10 - Prise en charge de dépense sur le budget communal

M. OCCOLIER expose.

M. LE PRESIDENT ouvre le débat.

Il n'y a aucune demande d'intervention, le président met aux voix.

VOTE :

Les membres du Conseil Municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés.

11 - Plan de financement – Création d'un espace Coworking à la Maison France Service.

M. FARREAUX expose.

M. LE PRESIDENT ouvre le débat.

Il n'y a aucune demande d'intervention, le président met aux voix.

VOTE :

Les membres du Conseil Municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés.

12 - Plan de financement - Création d'un terrain multisports à Sigy

M. MINOT expose.

M. LE PRESIDENT ouvre le débat.

Mme LEBRAVE demande quelles sont les activités qui seront pratiquées sur ce terrain.

M. FARREAUX dit que c'est un terrain synthétique qui va remplacer la pelouse, car la configuration actuelle implique des inondations. Actuellement quand il pleut, les élèves ne peuvent pas pratiquer d'activité physique et sportive. C'est un terrain qui permettra de pratiquer du Football, du Handball, du Basket Ball et qui sera utilisable quel que soit le temps.

VOTE :

Les membres du Conseil Municipal votent à l'unanimité, des membres présents et représentés, moins quatre abstentions.

13 - Plan de financement – Travaux aux écoles Mixte A et Michèle GISQUET pour accueillir les élèves de l'Écoles Mixte B.

M. BABO expose.

M. LE PRESIDENT ouvre le débat.

Mme LEBRAVE demande si les classes qui seront affectées à l'école de Bellevue sont bien celles du CP et du CM2, et si les classes de CE1, CE2 et CM1 seront à l'école Mixte A. Elle demande également quelle organisation est mise en place pour un parent ayant deux enfants dans des écoles différentes, et pour ceux qui sont en demi-pension ? De plus l'uniforme de l'école Mixte B va-t-il changer ?

M. DAVIDAS répond à Mme LEBRAVE qu'il y a un comité de pilotage qui se réunira pour discuter de ces problématiques afin qu'à la rentrée scolaire, la ville ait trouvé une solution pour tous les parents. Concernant l'uniforme de l'école, il ne change pas. Un COPIL et un COTEC sont prévus, et il informe les parents qu'il peut les rencontrer au préalable pour répondre à toutes les questions.

M. Le MAIRE complète la réponse de M. DAVIDAS en précisant que le Vaudin n'est pas la première commune à connaître cette situation. Les élèves en demi-pension mangeront dans les restaurants scolaires respectifs de chaque école. En ce qui concerne les enfants séparés, la directrice de l'école Les Algues Marines étudie les situations au cas par cas, et il y a cinq familles aujourd'hui dans ce cas. Mme JEAN-MARIE dit qu'elle trouve qu'il y a beaucoup de questions qui restent sans réponse et demande si la ville sait quand commenceront les travaux.

M. DAVIDAS répond que les travaux sont prévus afin que les élèves retrouvent leur école en septembre 2025, mais tout n'est pas maîtrisable.

Mme LEBRAVE demande s'il n'y aura pas de surcharge dans certaines classes.

M. DAVIDAS répond qu'il y a un quota d'enfants à respecter dans chaque classe et que la ville fera de son mieux pour que cela ne change pas.

Mme RESIDANT dit que la volonté de l'inspecteur de l'Académie est le maintien de l'entité « Algues Marines », donc les classes des deux écoles seront bien distinctes. Ils seront répartis dans des classes sur l'espace de l'Ecole Mixte A (4 classes) et l'Ecole de Bellevue (3 classes), mais l'Ecole Mixte B, avec son effectif administratif et son ou sa directeur(trice) ne change pas. Il n'y aura pas de surcharge car il y a un quota d'élèves à respecter. Elle ajoute qu'en dehors du COPIL, M. l'inspecteur est en relation régulière avec les directeurs des écoles concernées et fait remonter les questions. Le choix de déplacer les classes de CP et CM2 à l'école Mixte A, et les autres classes à l'Ecole de Montagne, a été fait par la Directrice de l'Ecole Mixte B en consultation avec M. l'inspecteur. Il a demandé une attention particulière pour les familles dont les enfants risquent d'être séparés afin que leur année scolaire se passe dans de bonnes conditions et a demandé un rapprochement de la fratrie autant que possible.

VOTE :

Les membres du Conseil Municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés, moins trois voix contre et deux abstentions.

14 - OBJET : Vente d'un ensemble immobilier au lotissement les Florales

Mme PIERRE-LOUIS expose.

M. LE PRESIDENT ouvre le débat.

Il n'y a aucune demande d'intervention, le président met aux voix.

VOTE :

Les membres du Conseil Municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés.

15 - Annulation de garantie d'emprunt de la société OZANAM S.A – HABITAT LOYER MODERE

M. DAVIDAS expose.

M. LE PRESIDENT ouvre le debat.

Il n'y a aucune demande d'intervention, le president met aux voix.

VOTE :

Les membres du Conseil Municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés.

IV) DIRECTION RELATIONS DE PROXIMITE ET VIE LOCALE

16 - Concours apportés aux associations

M. OCCOLIER expose.

M. LE PRESIDENT ouvre le debat.

Mme VOLTINE demande des explications sur les sigles et les activités des différentes associations de la ville, dont les nouvelles comme Jeunesse Vauclinoise en Action. M. DAVIDAS répond en disant que CNV correspond au Club Nautique Vauclinois, CCV correspond au Club Cycliste Vauclinois, VAC au Vacllin Athlétique Club, et CSVBB correspond au Club Sportif Vauclinois Basket-Ball. Aquater est une nouvelle association qui a le label Sport Santé et Art Power est l'association qui gère Jazz à la Pointe. JVA, Jeunesse Vauclinoise en Action est une association dirigée par un jeune de la ville qui propose des activités et des cours pour les enfants des résidences Concorde et Hibiscus. M. Le MAIRE précise que JVA est une association qui propose du soutien scolaire, elle a aussi porté un projet de chantier d'insertion pour la ville et la subvention permettra de payer un intervenant qui a travaillé sur le dossier de demande de subvention. M. FARREAU, M. MINOT, Mme RESIDANT, Mme LEBRAVE et Mme PIERRE-LOUIS quittent la salle de délibérations.

VOTE :

Les membres du Conseil Municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés.

17 – Désignation des représentants au conseil scientifique et technique du GIP Sargasse

M. LE PRESIDENT ouvre le débat.

M. Le Maire propose en titulaire M. FARREAUX et en suppléant M. OCCOLIER pour représenter la ville au Conseil Scientifique et Technique du GIP Sargasses.

VOTE :

Les membres du Conseil Municipal votent à l'unanimité des membres présents et représentés.

Fin de séances 20h45.

